

L'Algérie prend acte de la résolution du Conseil de Sécurité

L'Algérie a pris acte de l'adoption, le 30 octobre 2020, par le Conseil de Sécurité de la résolution 2548 (2020), qui renouvelle le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation du Référendum au Sahara Occidental (MINURSO) pour une période de 12 mois, a indiqué le Ministère des Affaires Etrangères dans un Communiqué.

A travers cette résolution, qui reprend l'essentiel du texte de la résolution 2494 (2019), le Conseil de Sécurité donne son soutien aux efforts du Secrétaire Général et du prochain Envoyé personnel visant à relancer le processus de négociation afin d'aboutir à une solution à la question du Sahara Occidental. Ce faisant, le Conseil a demandé, à nouveau, aux parties au conflit, de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire Général, sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du Peuple du Sahara Occidental, a précisé le Ministère.

L'Algérie tient à réitérer sa conviction que seules des négociations directes, sans conditions préalables et de bonne foi, entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario, sont de nature à favoriser l'avènement d'une solution politique juste, définitive et durable conformément à la légalité internationale, à la doctrine et à la pratique des Nations Unies en matière de décolonisation, a-t-on soutenu.

En sa qualité de pays observateur officiel du processus de paix, l'Algérie relève avec regret que la résolution 2548 (2020), à l'instar de la résolution 2494 (2019), ne préconise aucune mesure concrète de nature à relancer le processus politique et favoriser la mise en œuvre complète et sans entrave du mandat de la MINURSO, a ajouté la même source.

L'Algérie salue la position des membres du Conseil de Sécurité, notamment la République d'Afrique du Sud et la Fédération de Russie, ainsi tous les autres membres du Conseil qui ont clairement souligné, dans leurs déclarations, les raisons du blocage actuel.

En apportant également son soutien sans réserve au Secrétaire Général de l'ONU, l'Algérie lui renouvelle son appel à la nomination rapide de son Envoyé personnel, a conclu le communiqué.

Le 1^{er} novembre 2020